

« L'Union Sociale » : lutter contre le socialisme et promouvoir une république d'ordre par la presse au printemps 1849

Léo DUMONT

63

Nous avons cru utile et d'un très grand intérêt de joindre à notre publication spéciale un charmant recueil illustré, que nos souscripteurs recevront gratuitement chaque dimanche, et qui combat, avec les armes de l'ironie et de la logique, toutes ces folies socialistes qui se débitent dans les clubs et les carrefours. » C'est en ces termes que le rédacteur de la feuille départementale distribuée dans la Seine intitulée *La Presse de la banlieue*¹ indique à ses lecteurs le 6 mai 1849 qu'ils recevront dorénavant un supplément illustré intitulé *L'Union Sociale*. Il s'agit d'un titre de presse hebdomadaire publié entre le 15 avril et le 7 juillet 1849 par Alexandre Paulin, l'un des fondateurs en 1843 du célèbre journal *L'Illustration* et qui en était le rédacteur en chef à cette période de la Seconde République. C'est un périodique éphémère donc, il ne connut que 13 numéros, qui s'insère dans un contexte politique bien particulier. Mais également dans un moment de l'histoire de la presse situé entre le retour du cautionnement en juillet 1848 après ce qu'on a parfois appelé une « révolution médiatique² » pour désigner l'explosion du nombre de journaux dans les premiers mois de la République, et un second renforcement des restrictions de la liberté de la presse avec la loi du 27 juillet 1849³. Dans cet intervalle se tiennent par ailleurs les élections législatives du 13 mai 1849, mais le contexte est aussi marqué par la question révolutionnaire à la fois à l'échelle européenne avec l'intervention militaire de la République à Rome et à l'échelle française avec la journée dite « manquée » du 13 juin 1849. C'est dans ces circonstances que Paulin lance son nouveau journal qui s'inscrit dans l'effort de propagande réalisé par le parti de l'Ordre pour contrer l'influence des idées démocrates-socialistes qui se concrétise au printemps 1849 par de très nombreux placards, brochures et titres de presse. Se concentrer avec *L'Union Sociale* sur l'une de ces sources est l'occasion d'étudier les

1. Dirigée par Léon Rolland depuis 1847, ce journal départemental dont l'abonnement annuel est fixé au prix de 15 fr., devient hebdomadaire en mars 1849. Il soutient l'effort électoral du parti de l'Ordre au printemps 1849. Cote BnF LC10-383.

2. AMBROISE-RENDU Anne-Claude, « Les journaux du printemps 1848 : une révolution médiatique en trompe-l'œil », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, 1999, n° 19, p. 35-64.

3. La loi étend les délits de presse et soumet à l'autorisation préalable toutes les formes du colportage intellectuel : livres, brochures, gravures.

constructions discursives qui se mettent en place chez ces acteurs et ces partisans partisans de la défense d'un certain ordre socio-politique qu'ils jugent remis en cause par les partisans des idées socialistes. Les enjeux soulevés par ce périodique sous-titré « propagande antisocialiste » permettent de questionner un certain nombre de caractéristiques de ce moment de la « civilisation du journal⁴ ».

Celui d'abord des liens bien connus entre presse et politique posés par la création et l'objectif du journal : il faut pour cela revenir sur le positionnement politique d'Alexandre Paulin, notamment vis-à-vis des journées révolutionnaires de la Seconde République, mais aussi sur les grandes manœuvres engagées par la rue de Poitiers pour mener campagne en prévision des élections du 13 mai.

64

Celui des évolutions des formes et des contenus du journal ensuite : avec ce titre, c'est une tentative de créer une petite presse conservatrice accessible à un lectorat populaire pour contrer l'influence de ce que ces opposants appelaient alors la « propagande rouge ». Dans cette perspective le choix d'un journal illustré invite à s'interroger sur ce qu'on y donne à lire, mais aussi à voir.

Cette question des contenus, pose inévitablement celle de leur diffusion et de leur réception. Il s'agit bien sûr toujours là de l'aspect le plus ardu et, comme souvent, les sources manquent. Mais à partir des quelques informations disponibles sur la diffusion de *L'Union Sociale* et des travaux sur la culture populaire et les usages de la presse au milieu du XIX^e siècle, il semble possible de proposer quelques pistes sur ces points.

Une feuille de propagande pensée par un homme de presse confronté à l'événement révolutionnaire

Le printemps électoral et la propagande de la rue de Poitiers

Dans le contexte des élections législatives de mai 1849, un large mouvement de publications de brochures politiques se met donc en œuvre afin de gagner la bataille d'opinions qui s'engage. Cette vague de publications va être renforcée par les dirigeants du parti conservateur rassemblés dans un Comité siégeant rue de Poitiers à Paris et qui à la mi-janvier 1849 lancent une campagne de souscription afin de financer la réimpression de certaines brochures dans le but de lutter contre l'influence de la presse socialiste. Cette dernière fait l'objet de toutes les peurs et les fantasmes qui se focalisent notamment sur *La Feuille du village* de Pierre Joigneaux⁵ dont on craint le succès auprès des populations rurales sur lesquelles reposent une grande partie des espoirs des conservateurs pour obtenir des suffrages qui leur soient favorables. Cette

4. KALIFA Dominique, REGNIER Philippe et al. (dir.), *La Civilisation du journal. Histoire culturelle et littéraire de la presse française au XIX^e siècle*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2011, 1762 p.

5. Sur cette question on pourra se reporter à MAGRAW R. W., « Pierre Joigneaux and Socialist Propaganda in the French Countryside, 1849-1851 », *French Historical Studies*, 1978, vol. 10, n° 4, p. 599-640. et BLETON-BRUGET A., « Aux sources de l'agrarisme républicain : la propagande démocrate-socialiste et les campagnes (1848-1851) », *Cahiers d'histoire*, 1998, XLIII, n° 2, p. 283-299.

souscription est un succès comme l'atteste le *Journal des Débats* qui annonce dans son édition du 21 avril 1849 que la somme de 212 000 francs a été réunie⁶. Cet argent est notamment investi dans la réédition de publications à bas prix ou gratuites. *Le Journal des Débats* toujours évoque ainsi le chiffre de 577 000 brochures le 21 avril 1849.

Mais les conservateurs ne se contentent pas de diffuser des brochures, ils entreprennent également de promouvoir une presse qui leur soit favorable : on peut ainsi lire dans le *Messenger du Midi*⁷ du premier avril 1849 que le Comité de la rue de Poitiers dans le but de réfuter les mensonges des socialistes « va s'occuper de la publication d'une feuille hebdomadaire pour les ouvriers. » Dans le numéro du 10 avril, un compte rendu d'une séance de la rue de Poitiers y est retranscrit, dans lequel on peut lire, toujours à propos de la presse, que les membres entreprennent « [d]e favoriser, soit la vente à bas prix, soit la distribution gratuite de quelques journaux dévoués à la cause de l'ordre, et qui s'engagent à combattre d'une manière toute spéciale les doctrines socialistes ». Les membres du comité précisent également avoir reçu plusieurs projets de journaux hebdomadaires dont l'objectif serait de les diffuser à très bas prix au sein des campagnes notamment.

L'Union Sociale : un journal illustré de propagande antisocialiste

De façon relativement synchrone, Alexandre Paulin annonce quatre jours plus tard dans *L'Illustration* du 14 avril, une nouvelle publication « qui se propose, sous le titre d'*Union sociale*, de propager les idées anti-socialistes. Cette publication [...] fait appel à tous les amis de la raison publique, de la vraie liberté et du sens-commun. ». Le premier numéro paraît le 15 avril, la rédaction ne manque d'ailleurs pas de faire écho à la mobilisation financière des conservateurs sous la forme d'une illustration mettant en scène une souscription à la une du nouveau journal. La ligne énoncée dans le prospectus de présentation du périodique ne laisse que peu de doute quant au projet éditorial :

« Quelle que soit la divergence des sentiments et des opinions sur la constitution politique, il y a pour tous les partis un ennemi commun qu'il faut vaincre en jetant la lumière sur ses projets sinistres. Cet ennemi est le socialisme, dont les adeptes, enrôlés sous vingt bannières dressées les unes contre les autres, s'entendent néanmoins sur un point : la destruction de la religion, de la famille et de la propriété, la ruine de l'Etat et des citoyens, la haine de la civilisation et le triomphe de la barbarie par l'exploitation des plus basses passions du cœur humain.⁸ »

On y retrouve clairement tous les *topoi* de l'anti-socialisme tels qu'ils sont également exprimés par le Comité de la rue de Poitiers. Et plusieurs éléments incitent à penser que le projet d'Alexandre Paulin fait partie des hebdomadaires promus par le Comité. Outre la proximité chronologique entre les annonces de l'organisation conservatrice et

6. *Le Journal des Débats*, 21 avril 1849. Cote BnF GR FOL-LC2-151.

7. Publié sous ce titre à partir du 20 juillet 1848, le *Messenger du Midi* est un quotidien vendu 10 cent. le numéro et imprimé à Montpellier. Il se présente comme indépendant, puis soutient la candidature de Cavaignac en décembre 1848. sa ligne éditoriale prend le parti des candidats de la rue de Poitiers en mai 1849. Cote BnF 8-LC11-688.

8. Prospectus de présentation de *L'Union Sociale*. Cote BnF LC2-2030.

le lancement de *L'Union Sociale*, Paulin parle dans *L'Illustration* du 5 mai, en plus de ses éditeurs, de « [...] ceux qui protègent les débuts de l'*Union Sociale*. » Henry Izambard dans sa *Bibliographie de la presse parisienne*⁹ publiée en 1853 écrit quant à lui dans la notice consacrée au périodique que « [...] cette publication était patronnée par le comité de la rue de Poitiers. » La personne d'Alexandre Paulin elle-même enfin, par ses relations avec Adolphe Thiers et ses prises de positions politiques depuis février 1848, permet d'établir un lien supplémentaire.

Alexandre Paulin : la trajectoire politique d'un républicain d'ordre

66

Jean-Baptiste-Alexandre Paulin constitue un exemple assez classique de la moyenne bourgeoisie de la première moitié du siècle : né en 1796 diplômé de droit, il est reçu avocat, mais il s'engage rapidement dans une carrière d'éditeur et d'homme de presse. Libéral, il participe à la formation du National dont il assure la gestion pendant quelque temps. Il en conserve des relations avec Thiers dont il publie *L'Histoire du Consulat et de l'Empire* en 1845. Décoré de la Croix de juillet en 1831¹⁰, il soutient sans ardeur le régime de Louis-Philippe. En 1848 il accueille la République de façon assez suspecte et est rapidement très critique du Gouvernement provisoire. Il s'inquiète alors comme beaucoup de ses collègues éditeurs de voir les contestations populaires potentiellement risquer d'interrompre l'activité de leurs entreprises éditoriales, notamment face aux destructions de presses mécaniques par des ouvriers survenues en février 1848. Comme l'écrivent Henri-Jean Martin et Odile Martin¹¹, de façon générale la plupart des libraires modérés s'alarment rapidement de la tournure prise par les événements après la mise en place de la République : Louis Hachette considère ainsi l'instruction des instituteurs insuffisante pour qu'ils soient candidats aux élections d'avril contrairement au souhait d'Hippolyte Carnot alors ministre de l'Instruction publique.

Les journées de juin vont surtout dans cette perspective définitivement les faire basculer dans le camp de l'ordre. Louis Hachette toujours, mais aussi les frères Plon se mobilisent ainsi face aux barricades, le premier étant d'ailleurs un des témoins directs de la mort du commandant de la XI^e légion de la Garde nationale Francis Masson et de la blessure du représentant Bixio. En ce qui concerne Alexandre Paulin, Jean-Pierre Bacot¹² a montré comment la ligne éditoriale de *L'Illustration* « glisse presque naturellement vers le conservatisme. » On y retrouve ainsi après les événements de juin un grand nombre de gravures à la gloire des combattants de l'ordre, notamment sous la forme de portraits de gardes mobiles et d'officiers tués, ainsi que des représentations de barricades prises par la troupe. Cette mémoire à chaud des journées de juin constitue

9. IZAMBARD Henry, *La presse parisienne : statistique bibliographique et alphabétique de tous les journaux, revues et canards périodiques nés, morts, ressuscités ou métamorphosés à Paris depuis le 22 février 1848 jusqu'à l'empire*, Paris, P.-H. Krabbe, 1853, 203 p.

10. *Album des décorés de juillet, contenant les noms des décorés de juillet, précédé du rapport à la chambre des députés sur les récompenses nationales*, Paris, A. Mie, 1831, p. 36, cote BnF : 8-LB51-789.

11. MARTIN Henri-Jean et MARTIN O., « Le monde des éditeurs », CHARTIER Roger, MARTIN Henri-Jean (dir.), *Histoire de l'édition française. Le temps des éditeurs. Du romantisme à la Belle Époque*, Paris, Fayard / Cercle de la Librairie, 1990, vol.3, p. 176 244.

12. BACOT Jean-Pierre, « 1848 et *L'Illustration*. La double naissance du reportage illustré et de la post-réception des gravures », Marie-Eve THERENTY et VAILLANT Alain (dir.), *Presse et plumes. Journalisme et littérature au XIX^e siècle*, Paris, Nouveau monde éditions, 2004, p. 185 194.

donc un « champ d'expérience¹³ » partagé par toute une communauté socio-professionnelle à laquelle appartient Paulin et qui par conséquent pèse lourd dans la démarche politique qui le conduit à lancer *L'Union Sociale* contre les idées socialistes.

Vie et mort du journal

Mise en livre et prix

Le journal est un *in-quarto* d'environ 30 cm de hauteur. Chaque numéro fait 8 pages sur lesquelles le texte se répartit en deux colonnes entrecoupées d'un certain nombre d'illustrations. Un tel format aux dimensions plus réduites permet une diffusion plus commode que les *in-folio* des grands titres parisiens, à la fois via la vente chez des libraires, que *via* une distribution par voie postale. Le contenu est décrit en ces termes par Alexandre Paulin dans le texte de présentation :

« Chaque numéro contient [...] un nombre considérable de petits articles vivement et clairement écrits sur les sujets de la polémique socialiste, sans compter de charmantes gravures ajoutées au texte comme un attrait pour le lecteur, qui trouve ainsi une œuvre d'art ou un dessin comique à côté d'une leçon utile.¹⁴»

Les aspects matériels de cette feuille correspondent en tout point aux caractéristiques d'un autre journal illustré publié depuis 1833 par Édouard Charton, *Le Magasin pittoresque*. On retrouve dans les deux cas une mise en page relativement aérée avec des marges assez importantes de part et d'autre des colonnes de texte, elles-mêmes séparées par un liseré noir. Les unes sont systématiquement accompagnées d'une illustration qui crée une rupture au niveau des colonnes de texte dont la proportion est d'environ 50 % de l'ensemble de la page. La zone de titre enfin reprend le caractère épuré du *Magasin pittoresque* en étant séparée du reste de la page par un cartouche dans lequel figure les informations relatives à la distribution et aux abonnements. Inspirée du *Penny Magazine* lancé en 1832, cette mise en page est utilisée par les autres recueils populaires qui ont été publiés en France après le *Magasin pittoresque* comme le rappelle Marie-Laure Aurenche¹⁵. La tarification est également similaire puisque le prix de l'*Union sociale* au numéro est fixé à 10 centimes et l'abonnement à 5 francs 50 pour Paris et à 7 francs 50 par la Poste. Une compilation mensuelle reliée est également proposée au prix de 50 centimes. Une telle gamme de prix situe clairement le journal parmi l'offre très bon marché susceptible de toucher un public populaire telle qu'elle se développe notamment à Paris dans la presse à rédaction ouvrière. Rémi Gossez évoque ainsi le cas du *Représentant du peuple* dont le premier numéro est publié le 24 février 1848 avec un prix de dix centimes également, mais dont l'abonnement annuel est un petit peu plus élevé en étant de 12 francs pour Paris

13. KOSELLECK Reinhart, *Le futur passé : contribution à la sémantique des temps historiques*, traduit par Jochen HOOCK et traduit par Marie-Claire HOOCK, Paris, Éd. de l'EHESS, 2000, 334 p.

14. *L'Illustration* du 21 avril 1849. Cote BnF FOL-LC2-1549.

15. AURENCHE Marie-Laure, *Édouard Charton et l'invention du Magasin pittoresque (1833-1870)*, Paris, Honoré Champion, 2002, p. 170.

et 25 pour la province¹⁶. Au-delà de l'auto-publicité faite par Paulin dans *L'Illustration*, le premier numéro est annoncé dans les grands quotidiens au mois d'avril : dès le 9 pour le *Journal des Débats*, le 11 pour le *Constitutionnel* et le 16 par *La Presse*.

La diffusion : d'un projet ambitieux aux difficultés de la réalité

Le lancement semble donc se faire avec de nombreux soutiens et le *Constitutionnel* du 19 avril indique que le premier numéro a été débité en deux jours à 50 000 exemplaires, ce qui comparé au 63 000 exemplaires de *La Presse* tirés en décembre 1848¹⁷ représente un volume relativement conséquent. On apprend un peu plus tard dans *L'Illustration* du 5 mai 1849, que le prospectus de présentation a été quant à lui distribué à 100 000 exemplaires auprès des maires, des curés et des instituteurs de toutes les communes de France. Le contenu de ce prospectus, outre les objectifs du journal que nous avons évoqués, s'attarde sur le système de diffusion envisagé : l'idée consiste à « faire appel à toutes les personnes de bonne volonté pour répandre et faire lire *L'Union sociale* » afin d'avoir un dépositaire dans chaque commune qui se charge de recevoir et de distribuer les numéros chaque semaine, ainsi que de recueillir les abonnements. En bon connaisseur des pratiques de lecture de l'époque, Paulin suggère dans le cas où personne ne serait volontaire, que des associations de trois ou quatre habitants se forment afin de permettre une diffusion collective du journal. Préoccupations d'autant plus compréhensibles que l'on sait que la vente au numéro est encore quelque chose de rare au-delà des milieux urbains à la moitié du siècle. Ces différentes dispositions ne sont d'ailleurs pas très éloignées des modalités de diffusion évoquées par Maurice Agulhon à propos du *Démocrate du Var* au sujet desquelles il fait observer¹⁸ que « [I] a presse démocratique ne peut toucher le petit peuple que *collectivement*, et grâce à l'intermédiaire des cadres que fournissent à la démocratie les couches sociales les plus aisées. »

La rubrique correspondance de *L'Union Sociale* du 3 mai permet de se faire une idée un petit peu plus précise de sa diffusion, on y apprend que des prospectus et le numéro *specimen* ont été adressés à Montpellier, que 200 numéros ont été remis à la diligence à l'intention du curé de Blécourt et que l'instituteur de Villeneuve enfin, a également reçu des exemplaires. Mais aucune autre mention que ce soit dans la correspondance de *L'Illustration*, dans celle de *l'Union Sociale*, ou dans d'autres titres de presse n'est ensuite faite. Ce qui permet d'émettre quelques doutes sur le succès de cette distribution alternative. Il faut toutefois citer le cas de la *Presse de la Banlieue* précédemment évoquée, qui offre comme supplément gratuit à ses abonnés les numéros de *l'Union Sociale* entre le 6 mai et le 17 juin.

16. GOSSEZ Rémi, « Presse parisienne à destination des ouvriers. 1848-1851 », GODECHOT J. (dir.), *La Presse ouvrière. 1819-1850 : Angleterre, États-Unis, France, Belgique, Italie, Allemagne, Tchécoslovaquie, Hongrie*, Paris, Société d'histoire de la révolution de 1848, 1966, p. 125.

17. FEYELLE Gilles et LENOBLE Benoit, « Commercialisation et diffusion des journaux au XIX^e siècle », KALIFA Dominique, REGNIER Philippe et al. (dir.), *op. cit.*, p. 181-212.

18. AGULHON Maurice, « La diffusion d'un journal montagnard : Le Démocrate du Var sous la Deuxième République », *Provence historique*, 1960, vol. 10, n° 39, p. 17.

Mais au-delà de ces exemples, Paulin insiste sur la nécessité de constituer un réseau de diffusion parallèle « aux intermédiaires existants [qui] sont pour la plupart hostiles aux publications antisocialistes¹⁹ ». Il cherche ainsi à contourner les marchands de journaux, les petits libraires et autres colporteurs qui sont les vecteurs de diffusion habituels de la presse. À partir du 12 mai, le journal perd d'ailleurs son sous-titre « Propagande antisocialiste », sans doute pour gommer quelque peu son positionnement politique et s'assurer une meilleure diffusion qui en dépit des ambitieux projets de son propriétaire semble donc connaître quelques difficultés comme l'en atteste le projet de supplément.

L'échec du supplément

Dès les débuts de *L'Union Sociale*, les rédacteurs se fixent pour objectif de ne pas se limiter à la propagande antisocialiste, mais souhaitent également doter leur nouveau titre d'un supplément offert aux abonnés « dont les numéros détachés de la feuille principale, pliés dans un format du quart de cette feuille, composeront en un an huit volumes de plus de 200 pages sur toutes les connaissances indispensables : en morale, en littérature, en histoire, en enseignement professionnel agricole et industriel ; c'est-à-dire, en dix ans, une bibliothèque de 80 volumes²⁰. » On retrouve ici à nouveau l'influence du *Magasin pittoresque* et la volonté de proposer des connaissances utiles à un lectorat populaire, qui sans lesquelles dans le contexte du printemps 1849 se retrouverait soumis à la seule influence des idées socialistes selon Paulin.

Dans *L'Illustration* du 2 juin, il annonce que *L'Union sociale* a publié le spécimen de l'annexe annoncée depuis plusieurs semaines. Il s'agit en fait d'une brochure d'Édouard Charton intitulée *Doutes d'un pauvre citoyen* dont le texte a été écrit en 1847. Le petit livre au format in-16 est long de 32 pages et possède tous les codes de la littérature d'instruction populaire : il se présente sous la forme d'un dialogue entre un citoyen plein de doutes et plusieurs interlocuteurs allant du patron au professeur de philosophie à qui le héros demande des conseils sur les choses de la vie²¹. Mais au-delà de cette première étape, le supplément ne semble avoir jamais véritablement vu le jour. On peut ainsi lire dans la rubrique *Correspondance de L'Illustration* du 23 juin 1849, une réponse à un lecteur de Bordeaux dans laquelle Alexandre Paulin semble s'interroger sur le succès de son projet : « l'annexe [...] publié dans le n°7 forme un tout [...]. C'est l'essai d'une combinaison qui n'aura de suite que si le public le veut bien ; mais le public le veut-il ? »

L'Union Sociale peut donc être assimilée à une tentative de constituer une presse d'opinion illustrée à la fois proche de la première génération dite des « connaissances

19. *L'Illustration, Journal universel*, 28 avril 1849, rubrique « Correspondances ».

20. Extraits du prospectus de présentation du journal. Cote BnF LC2-2030.

21. LAGARDE-FOUQUET Annie et LAGARDE Christian, *Édouard Charton (1807-1890) et le combat contre l'ignorance*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006, p. 125-126.

utiles », mais qui par certains aspects annonce déjà la presse illustrée populaire dont l'apparition ne se fera que plus tard pendant le Second Empire, notamment avec le *Journal illustré* de 1863. Une telle entreprise ne manque toutefois pas de poser de façon plus approfondie la question de son contenu, en particulier dans la perspective du public auquel il était destiné et des réceptions qu'il a pu être susceptible de provoquer.

Pistes pour l'analyse du contenu et de sa réception

Le texte et les images : un journal populaire ?

70

Avant d'aborder les thèmes développés dans le journal, il est nécessaire de s'interroger de façon plus précise sur les aspects matériels de la source que constitue *L'Union Sociale*, notamment vis-à-vis de l'équilibre entre le texte et les images au sein de la mise en page. On dénombre en moyenne huit articles par numéro, avec une tendance à la décroissance : de dix articles pour les quatre premières parutions, leur nombre varie entre cinq et neuf par la suite, il faut toutefois noter que la longueur des articles a tendance à augmenter au fil du temps²². Le nombre d'illustrations quant à lui est plus stable, variant de trois à cinq, l'effectif de quatre étant le plus récurrent, on en dénombre en tout 50 sur l'ensemble des numéros dépouillés. Sur le plan matériel il y a donc 0,5 illustration pour un article. Un *ratio* pouvant laisser penser qu'avec une place relativement importante accordée à l'image le journal puisse se destiner à un lectorat populaire ne sachant pas nécessairement lire, mais cette piste semble à nuancer.

Si la mise en page du journal est en effet relativement aérée grâce aux marges assez importantes, il ne faut pas perdre de vue que les articles se répartissent sur deux colonnes au sein desquelles le texte est très resserré. *L'Union Sociale* reste un journal où l'écrit domine ce qui pose la question de sa capacité à toucher véritablement le public populaire auquel ses créateurs le destinent. Il n'y a donc pas d'évolution notable par rapport au *Magasin pittoresque* et à *L'Illustration* dont les historiens de la presse²³ ont bien montré que le public était avant tout la petite et la moyenne bourgeoisie pour lesquelles ces journaux constituent même un objet de distinction que l'on prend la peine de faire relier et de conserver. Dans cette perspective il n'est d'ailleurs pas très surprenant que Paulin prévoit des livraisons mensuelles avec reliure vendues à 50 centimes.

Tout laisse donc à penser que les partisans de l'ordre dans leur tentative de s'adresser aux électeurs populaires, n'entreprennent en réalité que de reproduire un contenu culturel propre à une classe sociale qui n'est pas adapté à des lectorats ruraux ou ouvriers au sein desquels bien que l'alphabétisation progresse, les pratiques de lecture

22. On dénombre 6 681 mots pour la totalité des articles du premier numéro, puis 7 552 pour le dernier, soit un coefficient de variation de 13 %.

23. WATELET Jean, *La presse illustrée en France, 1814-1914* : thèse pour le Doctorat d'État en sciences politiques, régime 1974, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2002, 2 vol., 1115 p. Et BACOT Jean-Pierre, *La Presse illustrée au XIX^e siècle, une histoire oubliée*, Limoges, PULIM, 2005, 235 p.

et les usages de la presse restent en décalage avec la forme et les thèmes abordés dans le journal.

L'analyse des thèmes : l'expression d'un républicanisme libéral et conservateur

Un relevé systématique²⁴ des thématiques développées au sein des 96 articles publiés dans *L'Union Sociale* permet de dresser une carte proportionnelle (cf. graphique 1)²⁵ des principaux sujets abordés par les rédacteurs et de les hiérarchiser selon la taille des articles exprimés en mots dans lesquels ils sont abordés.

Sans surprise on y retrouve d'abord le thème de l'anti-socialisme qui ne se distingue pas par son originalité, dans lequel comme souvent depuis les années 1840 on repère la volonté de faire l'inventaire des « systèmes » entre lesquels les auteurs soulignent les incohérences en caricaturant certaines des idées les plus connues. C'est Joseph Proudhon et sa banque du peuple qui sont les plus souvent cités, suivis par Charles Fourier et le phalanstère, ainsi que Louis Blanc et ses idées sur l'organisation du travail. Un procédé courant consiste également à comparer leurs idées avec une vision tout autant stéréotypée des événements de 1793 et de quelques noms comme Robespierre et Babœuf qui font office de repoussoirs mémoriels. De façon plus générale, on retrouve dans les articles à caractère anti-socialistes certains des arguments rhétoriques repérés par Marc Angenot²⁶, notamment celui de la *disqualification* en assimilant les idées socialistes à un verbiage incompréhensible dénué de toute valeur scientifique qui rend vaine toute tentative de débat de fond.

En parallèle de ces attaques, une part importante des articles du journal de Paulin est consacrée à la mobilisation des grands principes économiques et socio-politiques du camp conservateur à cette période. Sur le plan de l'économie, le journal défend l'idée d'une vertueuse association entre le capital et le travail des ouvriers, notamment dans le contexte d'un essor de l'industrie. Ce sont ici des idées que l'on retrouve dans les travaux d'économie politique de l'Académie des sciences morales et politiques à propos desquels Sophie-Anne Leterrier note que pour leurs auteurs « l'espace économique unifié produit un espace social homogène : il n'y a pas de différence fondamentale entre les ouvriers et les capitalistes [...]»²⁷. De la même façon on relève au sein des principes socio-politiques mobilisés dans *L'Union Sociale* un certain nombre des composantes habituelles du corpus idéologique de la pensée libérale telle qu'elle s'est mise en place pendant le régime de juillet. Preuve supplémentaire de ce

24. Chaque article publié a ainsi fait l'objet d'un travail informatique de catégorisation qualitative au format XML. L'interrogation de cette base de données a été effectuée grâce au logiciel ClioXML développé par le Pôle Informatique de Recherche et d'Enseignement en histoire de l'Université Paris 1 [<https://github.com/PirehPI/clioXml>].

25. Dans ce type de graphique souvent qualifié de « treemap », la surface des quadrilatères est proportionnelle aux nombres de mots consacrés aux différents sujets. Les couleurs n'ont pas de signification particulière et permettent seulement de faciliter la lecture d'ensemble en identifiant les sous-thèmes appartenant à une même grande thématique (cas par exemple des sous-thèmes « Propriété », « Égalité », « Morale », etc... pour le thème « Principes socio-politiques »).

26. ANGENOT Marc, *Rhétorique de l'anti-socialisme. Essai d'histoire discursive. 1830-1917*, Québec, Les Presses de l'Université de Laval, 2004, 272 p.

27. LETERRIER Sophie-Anne, *L'institution des sciences morales. L'Académie des sciences morales et politiques 1785-1850*, Paris, L'Harmattan, 1995, p. 219.

Graphique 1 : poids des différentes thématiques abordées dans les articles de L'Union Sociale

Anti-socialisme		Principes économiques		Principes socio-politiques	
Prochain	Revolutions française	Travail	Capital	Propriété	
Février	Leroux	Ouvriers	Salaires	Richesse	Egalité
			Credit	Notables	
Amélioration des classes populaires	Blanc	Femmes	Impôt	Etat	Moralité
			Calbet	Partis classés	
Education	Religion	Famille	Ruralité		
			Enfants	Enfants	Enfants
Famille	Bienfaisance	Châra	Vie campagne	Etats nationaux	Autriche
			Pauciers	Colonies	Payans
			Agriculture	Hongrie	Etats allemands
			Contexte politique		Autres acteurs 1890
			Institutions	Ordre et désordre	Desordre
			Électifs	Jun 1848	
				13 Jun 1849	

fait réside dans l'importante intertextualité que l'on peut repérer dans les contenus du journal dont près de 25 % des articles sont des extraits d'autres publications du moment comme la brochure sur la propriété d'Adolphe Thiers. La place de ces contenus non originaux est d'autant plus forte que le nombre de mots moyens²⁸ des articles étant constitués d'emprunts est notoirement plus élevé que pour les premiers.

Une autre thématique, moins présente, mais qui joue toutefois un rôle de pivot entre les principes économiques et la question plus amplement développée cette fois de l'amélioration du sort des classes populaires, est celle de la paysannerie. On retrouve ainsi régulièrement l'idée que la production agricole est un moyen essentiel de création de richesses et plusieurs articles accompagnés d'illustrations célèbrent les produits, notamment en provenance d'Algérie, présentés lors de l'exposition nationale de 1849 organisée à Paris. Le thème de la ruralité est aussi l'occasion de proposer des conseils pratiques à destination des paysans avec l'objectif de contribuer à l'amélioration matérielle des conditions de vie. Cette préoccupation qui n'est pas étrangère au saint-simonisme et aux projets d'éducation populaire d'Édouard Charton se retrouve également dans les articles abordant donc la question de l'amélioration des classes populaires au sein de laquelle sont abordés des enjeux liés à la philanthropie et l'éducation des ouvriers et des paysans qui sont présentées comme une des clés pour réduire la pauvreté. L'épidémie de choléra de 1849 est régulièrement l'occasion pour les rédacteurs d'évoquer ces différentes questions et celles liées à l'hygiène, ainsi que de souligner le rôle du clergé dans l'assistance aux malades. Outre cette influence saint-simonienne diffuse, on retrouve à nouveau une parenté avec un certain libéralisme social tel qu'il peut s'exprimer par exemple chez Michel Chevalier qui rejoint l'Académie des sciences morales et politiques en 1851.

Dans le contexte du printemps 1849, le journal consacre également, mais dans une moindre mesure, certaines de ses colonnes au contexte politique à la fois national, en particulier avec les élections législatives, mais aussi international avec l'expédition française à Rome et la répression du printemps des peuples en Europe. Des articles dans les numéros des 12 et 19 mai sont ainsi consacrés à la question du conflit qui oppose les conservateurs pour l'élaboration des listes électorales dans le département de la Seine. Mais les rédacteurs prennent soin de souligner que leur objectif dépasse l'enjeu des élections et d'affirmer leur indépendance par rapport au parti de l'Ordre : « *l'Union Sociale* [...] n'est pas fondée en vue d'une question accidentelle : elle ne doit pas périr dans le triomphe électoral du parti qui s'attribue le privilège de la modération²⁹. » Concernant le contexte international la ligne du journal oscille entre le soutien à la cause des nationalités, notamment le mouvement Hongrois mené par Kossuth, et l'émotion face aux conséquences du mouvement italien qui a conduit le pape à quitter Rome. Si on peut lire dans le numéro du 27 avril que la fuite de Pie IX

28. Les articles originaux ont ainsi une taille moyenne de 727 mots contre 1 609 pour les articles citations.

29. *L'Union Sociale*, 3 mai 1849.

rend légitime une expédition française et dans celui du 19 mai que pour obtenir une solution diplomatique il puisse être envisagé de sacrifier le régime républicain à Rome, la rédaction regrette dans un entrefilet du 2 juin qu'un recours à la force semble inévitable et affirme son sentiment d'estime pour le peuple romain qui « défend son honneur ». À l'occasion de la journée du 13 juin 1849³⁰, Alexandre Paulin et ses collaborateurs expriment à nouveau une position sur la défense de l'ordre en porte-à-faux avec la ligne majoritaire du parti de la rue de Poitiers. À l'appel des représentants de la Montagne, une manifestation pour la défense de la république romaine et contre l'intervention française est organisée à Paris. Le cortège part des boulevards Saint-Martin et du Temple, en plein cœur des espaces urbains où furent érigées des barricades en 1848, pour se diriger vers la place Vendôme où la troupe le disperse. Bien que la participation à cette ultime « journée » de la Seconde République ait été peu importante, elle n'en demeure pas moins un événement qui réactive le souvenir des manifestations de l'année 1848 qui débouchèrent sur des prises d'armes à l'image du 15 mai ou bien des journées de juin. En réaction à cet événement, les rédacteurs de *L'Union Sociale* prennent dans le numéro du 16 juin leur distance vis-à-vis des conservateurs les plus virulents qui dramatisent la manifestation montagnarde, en particulier les royalistes de *L'Opinion publique*³¹, en rappelant que la mobilisation des Parisiens n'a été que très faible et que les partisans de l'ordre devraient se montrer plus modestes. Ils réaffirment l'idée que pour lutter efficacement contre les désordres socialistes il ne faut pas se contenter de les réprimer par la force, mais qu'il faut « [...] faire quelque chose pour améliorer la condition générale de la société³² », fidèles à leur objectif d'éducation populaire à travers la diffusion de connaissances utiles.

En ce qui concerne les illustrations, une démarche de dépouillement similaire a été adoptée en relevant systématiquement les thématiques représentées ainsi que la place qu'elles occupent proportionnellement par rapport au reste de la page (cf. graphique 2). Le premier constat qui s'impose réside dans le fait que les thèmes véhiculés à travers les illustrations ne répondent pas à la même hiérarchie : le plus présent est ainsi celui des relations internationales, notamment la question de l'intervention française à Rome, suivi toujours par ordre d'importance du contexte électoral, lui-même succédé en troisième position par les caricatures de socialistes.

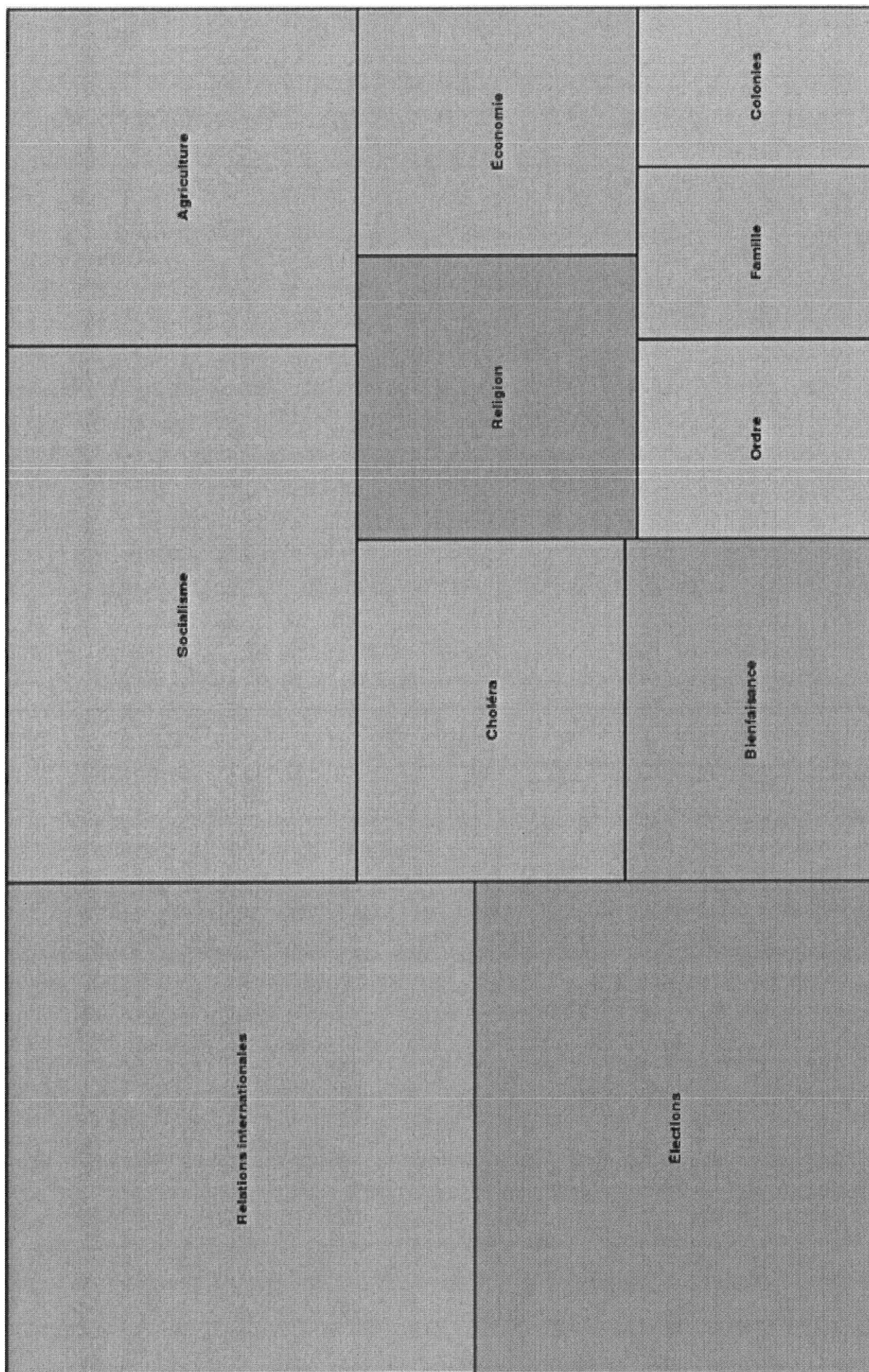
Cette sur-représentation de l'enjeu électoral dans les illustrations en comparaison des contenus écrits permet de poser la question d'une différenciation volontaire des messages les plus mis en avant selon le médium de diffusion. On peut penser que Paulin en fin connaisseur du marché et des usages de la presse met en bonne place les questions liées à la campagne électorale parmi les illustrations, avec l'idée que celles-ci sont davantage susceptibles de retenir l'attention des électeurs populaires moins à l'aise avec l'écrit. De la même façon on retrouve beaucoup d'images qui jouent sur la

30. MOSS, B. H., « June 13, 1849 : The Abortive Uprising of French Radicalism », *French Historical Studies*, vol. 13, n°3, 1984, p. 390-414.

31. Fondé en 1848 par Alfred Nettement, ce journal sert d'organe aux légitimistes du parti de l'ordre.

32. *L'Union Sociale*, 16 juin 1849. Cote BnF LC2-2030.

Graphique 2 : poids des différentes thématiques abordées dans les illustrations de L'Union Sociale



popularité des portraits d'hommes associés aux valeurs d'ordre et dont les noms peuvent être connus du plus grand nombre. Notamment pour les thèmes de la religion et des relations internationales où sont représentés des figures ecclésiastiques à l'image de l'archevêque de Paris, Dominique-Auguste-Marie Sibour ou bien de souverains étrangers comme François-Joseph d'Autriche. Cette importance de l'image et du portrait en particulier comme composantes de la culture populaire en 1848, est soulignée par Maurice Agulhon : « [...] c'est que le colportage démocratique, si avancé que fussent ses doctrines, ne dédaignait pas d'utiliser, [...], ce moyen pour naïf qu'est l'image³³. » Cette observation qui concerne les démocrates-socialistes permet dans le cas de *L'Union Sociale* de s'interroger sur la capacité du périodique à toucher un public plus large, y compris potentiellement analphabète.

76

Malgré cela il apparaît que les contenus présents dans l'Union sociale sont bien davantage le reflet des inquiétudes d'un libéral partisan d'une république d'ordre – Paulin après les journées de juin se range entièrement derrière Cavaignac – qu'un contenu adapté à un public populaire de néo-électeurs. C'est en comparant les contenus du périodique avec ceux de la presse ouvrière et paysanne que cet aspect est d'autant plus visible.. Il n'y a ainsi pas de processus de construction valorisante de la paysannerie contrairement à ce que l'on retrouve par exemple dans les entreprises éditoriales de Pierre Joigneaux³⁴, ou bien de diffusion de la parole ouvrière telle que certains journaux rouges ont pu la permettre³⁵. Ce profond décalage est sans doute la clé principale pour comprendre la courte vie de ce projet pourtant imaginé sur au moins dix années par son créateur. *L'Union Sociale*, et c'est d'ailleurs également le cas des productions de type brochure diffusées par le camp conservateur au même moment, demeure avant toute chose le produit d'une idéologie dominante que ses promoteurs – malgré une volonté de progrès social sans doute sincère chez Paulin – tentent de transmettre dans un processus qui relève plus de la *domestication* des classes subalternes³⁶ que d'une réelle possibilité d'émancipation.

L'Union Sociale constitue donc une tentative de mettre en place une presse populaire illustrée au service de la défense d'un ordre social que son rédacteur estime remis en cause par les idées démocratiques et sociales. Si son influence en termes de diffusion des idées conservatrices auprès d'une large frange des électeurs populaires est à nuancer. Elle n'en demeure pas moins l'expression d'une forme d'engagement en faveur de la défense de l'ordre dont la figure d'Alexandre Paulin peut contribuer à affiner les contours. Le contenu proposé dans le journal exprime ainsi un républicanisme conservateur tel que défendu par son éditeur libéral aux amitiés saint-simoniennes, qui s'est rallié sans engouement à la République en 1848 et n'a eu aucune hésitation

33. AGULHON Maurice, « Le problème de la culture populaire en France autour de 1848 », *Romantisme*, 1975, vol. 5, n° 9, p. 62.

34. BLETON-BRUGET Annie, « Aux sources de l'agrarisme républicain », *op. cit.*

35. GOSSEZ Rémi, « La Presse ouvrière. 1819–1850 », *op. cit.*

36. BOLTANSKI Luc, *Prime éducation et morale de classe*, Paris, La Haye, Mouton, EHESS, 1977, 152 p.

face aux barricades de juin 1848 ainsi qu'aux revendications des insurgés. Les rédacteurs de la *Presse de la Banlieue* ne s'y trompent d'ailleurs pas lorsqu'ils décrivent *L'Union Sociale* à leurs lecteurs comme étant « [...] un journal qui a à la fois pour but la défense de leurs intérêts spéciaux et celle de l'ordre social³⁷. »

37. *La Presse de la Banlieue*, 6 mai 1849.

Bibliographie

AGULHON Maurice, « Le problème de la culture populaire en France autour de 1848 », *Romantisme*, 1975, vol. 5, n° 9.

AGULHON Maurice, « La diffusion d'un journal montagnard : Le Démocrate du Var sous la Deuxième République », *Provence historique*, 1960, vol. 10, n° 39.

78

ANGENOT Marc, *Rhétorique de l'anti-socialisme. Essai d'histoire discursive. 1830-1917*, Québec, Les Presses de l'Université de Laval, 2004.

BACOT Jean-Pierre, « 1848 et L'Illustration. La double naissance du reportage illustré et de la post-réception des gravures », Marie-Eve THERENTY et Alain VAILLANT (dir.), *Presse et plumes. Journalisme et littérature au XIX^e siècle*, Paris, Nouveau monde éditions, 2004.

BLETON-BRUGET Annie, « Aux sources de l'agrarisme républicain : la propagande démocrate-socialiste et les campagnes (1848-1851) », *Cahiers d'histoire*, 1998, XLIII, n° 2.

CHARTIER Roger et MARTIN Henri-Jean (dir.), *Histoire de l'édition française. Le temps des éditeurs. Du romantisme à la Belle Époque*, Paris, Fayard / Cercle de la Librairie, 1990, vol.3.

FOURN François, « 1849-1851 : l'anticommunisme en France. Le Spectre rouge de 1852 », APRILE Sylvie, BAYON Nathalie et al. (dir.), *Comment meurt une République, autour du 2 décembre 1851. Actes du colloque de la Société d'histoire de la Révolution de 1848 et des révolutions du XIX^e siècle*, Paris, Creaphis, 2004.

GOSSEZ Rémi, « La Presse ouvrière. 1819–1850 : Angleterre, États-Unis, France, Belgique, Italie, Allemagne, Tchécoslovaquie, Hongrie », Jacques GODECHOT (dir.), *Paris, Société d'histoire de la révolution de 1848*, 1966.

KALIFA Dominique, REGNIER, Philippe et al.(dir.), *La Civilisation du journal. Histoire culturelle et littéraire de la presse française au XIX^e siècle*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2011.

LETERRIER Sophie-Anne, *L'institution des sciences morales. L'Académie des sciences morales et politiques 1785-1850*, Paris, L'Harmattan, 1995.